



Élections européennes

IDÉOLOGIE ■ Yves Bertoncini, directeur du think tank Notre Europe-Institut Jacques Delors, revient aux racines

Cette Europe qui va trop de soi...

Elles ont des excuses, mais les jeunes générations ont perdu de vue les fondations européennes. Ce qui a fait le socle de l'Europe : la quête de paix, de stabilité, et cette idée maintes fois éprouvée que l'union fait la force.

INTERVIEW

Florence Chédotal
florence.chedotal@centrefrance.com

Loin de lui l'idée de prétendre que tout va bien dans l'Europe d'aujourd'hui, mais Yves Bertoncini, directeur du think tank Notre Europe-Institut Jacques Delors, juge que face aux peurs européennes, des clarifications seraient salutaires.

■ **N'a-t-on pas un peu perdu de vue le sens originel de l'Europe ?** Après la Seconde Guerre mondiale, l'Europe ne domine plus le monde à force de s'être entre-tuée et ne se domine plus elle-même. Alors, on crée un espace de stabilité et d'échange, même s'il n'est pas tout à fait accompli. Il reste les Balkans à stabiliser. Récemment, le prix Nobel de la paix est venu sanctifier cet effort de réconciliation. Mais, c'est vrai, cela ne fait plus sens, c'est comme l'air que l'on respire. Il y a des raisons à cela. On n'a pas construit une communauté européenne politique, ni de défense. Avec le Traité de Rome, on a établi un marché commun. C'est un projet économique à visée politique. On échange, donc on ne se fait plus la guerre. Mais, face à cela, le libéralisme a induit des ef-

fets négatifs, faisant des victimes. Les jeunes générations n'ont pas vu la guerre, mais ont vu la mise en concurrence économique et sociale. D'où le hiatus. On ne voit plus cet espace de réconciliation et d'échange. L'idéal européen n'est pas perçu.

■ **Quel regard posez-vous sur le désamour grandissant envers l'Europe ?** On peut parler d'un vrai recul, voire d'un effondrement. C'est aussi une normalisation. Autrefois, l'Europe trônait au-dessus. Là, elle est redescendue. D'abord parce qu'avec la crise, elle est devenue l'Europe-FMI, l'Europe-troïka. Elle est devenue aussi populaire que le FMI... Ce n'est pas la seule réalité européenne, mais c'est ce qui a sauté aux yeux des gens.

Il faut préciser que l'Europe est détestée pour deux raisons contradictoires. Les pays mis à la diète, comme le Portugal, trouvent la potion amère. Mais, en face, il y a aussi les pays qui ont dû prêter comme la Finlande ou l'Allemagne et qui ont l'impression qu'en leur a fait les poches pour secourir les mauvais élèves de l'Union. Ce n'est plus seulement une fracture entre Bruxelles et les pays, c'est une fracture entre les peuples.

Cependant, je ne suis pas sûr que ce trou d'air soit durable ou définitif.

■ **Alors, on fait quoi pour sauver cette image européenne en déroute ?** On ne doit pas laisser l'invocation des peurs aux populistes parce qu'ils les instrumentalisent. L'union fait la force, même si une Union de compromis à 28 traîne immanquablement des défauts qu'il faut corriger. Oui, l'Europe, c'est fantastique, c'est un espace de paix, d'échange,

d'union... C'est 25 % du PIB en exportations, 300.000 travailleurs français qui traversent les frontières chaque jour, des aides pour les agriculteurs... Mais si on a fait l'Europe, c'est aussi, à l'origine, pour faire face aux menaces stalinianiques ou à l'instabilité monétaire suite à la chute du Mur de Berlin. Aujourd'hui, il s'agit de faire face à la finance folle, à la mondialisation, aux changements climatiques, au vieillissement

de la population, au terrorisme, aux migrations... Autant de choses qu'on ne peut régler à l'échelle d'un petit pays. Il faut aussi arrêter de communiquer sur « l'Europe nous veut du bien », car il suffit d'un exemple pour invalider ce discours. Une décision politique ne peut pas faire plaisir à tout le monde. Arrêtons aussi de dire « Votez, car cela va changer votre vie ». Ce n'est pas vrai, au nom du principe de subsidiarité. Des sujets comme la fiscalité, l'ordre public, la sécurité... restent nationaux.

■ **Alors, ça sert à quoi d'aller voter ?** Le premier enjeu, c'est de savoir si la droite ou la gauche va gagner. Le résultat de ces élections aura un impact politique sur les partis de gouvernement. On voit déjà Cameron courir après les idées de l'Ukip. L'UMP pourrait courir après celles du FN... Quant au second enjeu... Je pense aux jeunes. Si l'extrême droite fait beaucoup de voix, cela pourrait mettre en péril certaines choses. Aller à Barcelone en week-end sans visa et avec une seule monnaie, et bien non, ça ne va pas de soi ! Là, je parle aux jeunes générations.

L'enjeu, c'est « qui va dicter l'agenda européen ? » Ceux qui font des propositions constructives ou ceux qui veulent tout détruire ? ■



YVES BERTONCINI. « Ne pas laisser l'invocation des peurs aux populistes, qui les instrumentalisent ». © BERNAL REVERT

HISTOIRE

Au commencement

Une Europe pacifique, unie et prospère, tel était le rêve des pères fondateurs de l'Europe (Robert Schuman, Jean Monnet...), lorsqu'ils ont songé à sa construction. Nous sommes au sortir de la Seconde Guerre mondiale qui a répandu le sang sur le Vieux Continent. À compter de 1950, la Communauté européenne du charbon et de l'acier (la CECA, réunissant la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas) unit progressivement les pays européens sur le plan économique et politique afin de garantir une paix durable. En 1957, le Traité de Rome institue la Communauté économique européenne (CEE), aussi appelée « Marché commun ».

Célèbre Maastricht

En 1993, l'entrée en vigueur du traité de Maastricht, qui donne naissance à l'Union européenne, marque une nouvelle étape dans la construction d'une communauté politique.

L'euro

En 1999, un pas de plus est réalisé vers une véritable union monétaire avec l'adoption de l'euro, mis en circulation trois ans plus tard...

► EN CAMPAGNE

WAUQUIEZ CIBLÉ. Le directeur de la campagne UMP aux européennes, Guillaume Larrivé, s'en est pris, hier, au vice-président de son parti, Laurent Wauquiez, qui s'est attiré les foudres du parti en plaident pour une Europe à six et en proposant que la France sorte de l'Espace Schengen. Il a déclaré : « Je crois qu'il faut s'interdire un certain nombre de mots, de choix, qui peuvent être peu crédibles lorsqu'on aspire à être et à rester un parti de gouvernement ». ■

La barre des 10 %

L'eurodéputé Jean-Luc Mélenchon souhaite que le Front de Gauche double son score aux européennes par rapport au scrutin de 2009 (6,05 %), première bataille électorale de cette coalition : « On aimerait doubler notre score, passer la barre des 10 %, au moins atteindre le score que j'ai réalisé à l'occasion » de l'élection présidentielle de 2012, à savoir 11,10 %. ■

AMÉLIORATIONS. L'ancien Premier ministre UMP Alain Juppé estime que des « améliorations très importantes » sont requises sur le fonctionnement de l'Espace Schengen, notamment une politique d'immigration coordonnée, mais considère qu'un retour en arrière serait « déconstruire l'Europe ». ■

GRANDE-BRETAGNE ■ Le parti populiste Ukip, en tête selon les sondages

Un anti-européanisme galopant

Le parti populiste de Nigel Farage, qui a pour priorité de faire sortir le Royaume-Uni de l'Union européenne, tient la corde des intentions de vote aux élections européennes mais n'a pas l'apnagage de l'euroscepticisme.

Même chez les libéraux-démocrates britanniques, « le parti clairement le plus pro-européen, on trouve quelques eurosceptiques », affirme Philip Lynch, maître de conférence en sciences politiques à l'université de Leicester. On peut lire dans son manifeste de campagne : « Ce n'est pas parce que l'Europe est essentielle que l'Union européenne est pour autant parfaite. » Le parti estime notamment qu'il n'est pas dans l'intérêt de la Grande-Bretagne d'abandonner la livre au profit de l'euro.

Les Lib-Dem « sont plus susceptibles de mettre en évidence les failles au sein



UKIP. « Exit » l'Europe pour Farage et son parti. PHOTO AFP

à droite du parti estimant que l'Ukip siphonne les votes sur ce thème.

Cette pression au sein des Tories a conduit le Premier ministre David Cameron à s'engager à renégocier les liens de son pays avec l'UE, avant l'organisation d'un référendum en 2017 sur une éventuelle sortie de l'Europe des vingt-huit.

Travaillistes aphones

Pour Philip Lynch, « la Grande-Bretagne est un cas relativement rare de pays avec un grand parti eurosceptique au pouvoir, mais c'est moins exceptionnel que dans le passé », note-t-il, citant les exemples de la Pologne et de la République tchèque.

La campagne des travaillistes pour les élections européennes a quant à elle été pratiquement invisible, le parti préférant se concentrer sur les élections locales qui ont lieu le même jour. ■

de l'UE que dans un passé récent, ce qui reflète les réalités politiques et électorales de l'opinion publique eurosceptique en Grande-Bretagne », analyse

Philip Lynch, spécialiste du rapport du Royaume-Uni à l'Union européenne.

Chez les conservateurs, l'euroscepticisme est au plus haut, la frange la plus